

CIBLE

Primaires

François Hollande ou Martine Aubry, qu'importe. C'est bonnet blanc et blanc bonnet. Tous deux sont les héritiers politiques de Jacques Delors, qui a amorcé le tournant néolibéral dès 1983. Tous deux ont participé activement à la liquidation du socialisme démocratique français qui, au sens précis du terme, était l'œuvre commune des forces de la Résistance – non celle du seul Parti socialiste. Tous deux sont des figures de l'oligarchie, partisans du libre échange et complaisants à l'égard du capitalisme financier. Face à la crise qui frappe l'Europe de l'Ouest et les États-Unis, leurs propositions sont dérisoires.

Aussi faut-il se réjouir du succès remporté par Arnaud Montebourg le 9 octobre. Nous avons souvent critiqué ses prises de position sur les institutions mais il a lancé le thème de la démondialisation et développé avec pertinence les arguments en faveur du protectionnisme européen, que les médias et les oligarques dénoncent du matin au soir comme hérésie majeure.

La question du protectionnisme va tarauder la gauche avant et après l'élection présidentielle ; il importe qu'elle soit aussi posée dans la droite classique face à la démagogie du Front national. A cet égard, les primaires socialistes feront date.

PEUPLES D'EUROPE

Menés à la schlague !

Asie centrale

**Un enjeu
stratégique**

p. 6-7

Chateaubriand

**Le vicomte
parmi nous**

p. 9

Courrier

C'est vous qui le dites...

PLUS-VALUES

Réabonné récent j'apprécie toujours autant votre démarche et apprécie la plupart de vos analyses. Entre autres l'éditorial de Bertrand Renouvin, toujours aussi jeune que je le connu, je l'appréciais il y a de cela vingt ans.

Une réserve cependant sur l'analyse (Royaliste 996, page 3) de Charles Guéméné lorsque celui parle de « la taxation des plus values sur la vente des résidences secondaires... » Cela me paraît un peu court et généraliste ; un exemple (le mien en l'occurrence) : retraité, j'ai acquis il y a dix-huit ans (à force de travail et d'économies) un petit appartement à Marseille au 5^e étage sans ascenseur. Pas de quoi apparaître comme riche ! Des problèmes d'arthrose liés à l'âge (76 ans) nous obligent à rechercher plus accessible (cinq étages à pied sont difficiles). La plus-value théorique se chiffrait éventuellement à 150 000 € (il s'agit d'un exemple), je vendrais - si je vendais - verser une taxe du tiers soit 50 000 € ! Pour racheter ailleurs avec ascenseur (donc plus cher) ces 50 000 € manqueraient car les biens à vendre eux ne diminuent pas. Impasse donc totale.

Avez-vous pris dans votre raisonnement cet aspect des choses (cette réalité) en compte ? Ce dispositif hâtif et bâclé, non progressif entre 15 et 30 ans de détention, ne risquerait-il pas de freiner les transactions immobilières et en finalité renchérir encore le marché ?

Quid aussi du retraité qui tente de conserver à la campagne une vieille bâtisse familiale nécessitant sacrifices et travaux ?

F. W. (Bas-Rhin)

TÉMOINS

Je salue votre quarantième anniversaire. Mon non-réabonnement s'expliquait par vos positions sur l'école - celle de banlieue - où j'ai bagarré pendant trente ans au lycée technique de Pavillons-sous-Bois, pompeusement appelé *Claude-Nicolas-Ledoux*. Que de misères chez les élèves mais aussi chez les enseignants, réactionnaires de gauche, prompts à la révolte pour leur propre intérêt ! Comment croire au changement, à la Révolution ? Que de beaux témoignages dans votre numéro spécial *40 Témoins...* (Royaliste 992 bis) de tous ces intellectuels qui devraient intégrer le terrain.

Mais j'ai toujours eu beaucoup d'admiration pour ces royalistes qui n'avaient pas cédé en 1940.

P. V. (Paris)

DÉSACCORDS

Vous m'avez établi un abonnement d'essai à votre périodique et je vous en remercie. Je le trouve extrêmement bien fait, mais je ne puis en partager certains fondamentaux.

En effet je crois comprendre que vous êtes pour le *jus soli* et non pour le *jus sanguinis*, ce qui me paraît une parfaite aberration. D'autre part vous semblez également vouloir conférer le droit de vote et d'éligibilité aux étrangers, ce qui en est une autre.

Enfin, je ne puis concevoir que vous vous déclariez d'accord avec les principes de la Constitution française, qui fixe des principes républicains, alors qu'à mon sens le royalisme, par essence même, fixe des fondamentaux différents, car le roi ce n'est pas la république.

Je respecte cependant vos points de vue, même si je n'en partage pas deux d'entre eux en tout et que ne comprends pas le troisième précisé ci-dessus.

O. L. (Suisse)

CANDIDAT DE RÊVE

Dans votre article "[Un candidat de rêve](#)" (Royaliste 995) le "président-arbitre" que vous dessinez, et appelez de vos vœux, suppose une distance à la vie politique dont je ne vois pas la réalité dans le système électif (quinquennal de surcroît...) inscrit dans notre Constitution.

Seul, un parti majoritaire, ou assez habile pour être fédérateur, peut hisser son candidat sur la plus haute marche.

Même dans des périodes autrement agitées, tant Philippe Pétain que Charles de Gaulle ne furent en aucune manière des "arbitres". Ils se voulaient des "chefs" tenant en main les gouvernements et le monde politique.

C'est le principe de légitimité élective, pour 7 ans, pour 5 ans, qui fonde la position de nos Présidents. Que les "premiers ministres" et leurs "gouvernements" aient vocation à conduire la politique du pays, sans doute, mais ils sont révocables, comme nous l'avons vu maintes fois !

Le problème est que cette légitimité présidentielle, prenant appui sur le marchepied des partis politiques, nous place dans un climat de guerre permanente. Tuer, politiquement, l'adversaire, surtout s'il possède la légitimité et cherche à la garder, est l'objectif permanent. Bref, nous voici, sans répit, poussés au régicide. Les rois le savaient bien, qui se hâtaient d'avoir une descendance "légitime".

Certes, on n'utilise plus le couteau de Ravaiillac. Mais les multiples "affaires", que la justice accepte de traiter en fonction des calendriers électoraux, se veulent les formes modernes du régicide.

Voilà où nous a conduit la "légitimité" du suffrage universel : à une "tuerie" permanente.

Les Capétiens s'étaient dégagés des assemblées électives franques pour fonder sur le sacre religieux une légitimité héréditaire. Somme toute, la situation n'a pas très sensiblement évolué.

L'espoir est que l'élection présidentielle transcende les "partis politiques", et il est vrai que nul ne peut accéder à la présidence de la république sans fédérer au-delà de son propre camp. Mais le passage du septennat au quinquennat, liant pré-

sidence et "majorité présidentielle", aura été un pas de plus vers la "tuerie" que je dénonce. Notre actuelle Constitution organise la guerre civile.

Voilà ma contribution au "débat des Français sur la France" que vous appelez de vos vœux...

H. de L. R. (Indre)

CANDIDAT DE RÊVE (bis)

Je vous remercie beaucoup de m'avoir adressé le [n°992 bis de Royaliste](#) : "[40 témoins pour nos 40 ans](#)". Je souhaiterais profiter de votre offre gratuite d'abonnement et vous en remercie.

J'ai lu avec grand intérêt sur le bloc de Bertrand Renouvin le texte : « *Un candidat de rêve* » - existe-t-il sous forme de tract ? à faire connaître !

Je ne suis pas royaliste... mais issu d'une famille cénocatho-royaliste ! ma génération a connu la guerre d'Algérie ; en réaction : lecture du bloc-notes de François Mauriac, engagement à *Témoignage chrétien*, puis un peu... au PS !

La politique traditionnelle m'a fatigué... la recherche spirituelle m'intéresse davantage, au sein de petits groupes informels, et le protestantisme selon le philosophe et théologien Paul Tillich m'a définitivement marqué ; il faut lire le *Principe Protestant*...

J'ai repris la lecture du petit livre de Régis Debray *A demain de Gaulle* ; une phrase : "*sur la Nation... de Gaulle fait partie de ceux pour qui l'existence précède l'essence*"...

R. B. (Gard)

CONFESSION

Dix ans après que j'ai cessé de vous lire vous m'avez envoyé votre numéro spécial pour votre quarantième anniversaire (Royaliste 992 bis) et, du coup, j'ai accepté l'offre d'abonnement d'essai que vous me proposiez. Je m'aperçois avec plaisir que votre journal est toujours de grande qualité et écrit en bon français ce qui devient rare de nos jours... Je dois aussi confesser que la plupart de vos prises de position qui m'avaient irrité et fait cesser mon abonnement se sont révélées pertinentes et nombre de vos analyses quasiment prémonitoires. Ces constatations m'incitent à vous aider davantage et peut-être à apporter mon adhésion à la NAR.

D. H. (Paris)



SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Les jeux ne sont pas faits - p.4 : L'affaire Dexia - p.5 : Stolypine - p.6/7 : Un enjeu stratégique - p.8 : Le capitalisme, et après ? - p.9 : Chateaubriand parmi nous - p.10 : L'Heure du Roi - Des hommes libres d'histoire - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Toujours plus de diktats.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.33.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
Adresse :
.....
Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :
 trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (47 €) soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Les jeux ne sont pas faits

Dans la grande presse, maints croque-morts préparent le corbillard nommé sarkophage et cherchent déjà celui qui prendra en main les affaires du moribond.

Après tout, composer un bouquet de noces ou tresser une couronne mortuaire, c'est toujours vendre de la fleur. C'est ainsi que la gent médiatique prospère, sans jamais être dégoûtée d'elle-même. On ne s'associera pas à la campagne sur la fin de règne annoncée voici peu par *L'Express*, *Le Point* et *Le Nouvel Observateur*. D'abord parce que la curée est aussi délectante que la lèche. Ensuite parce que les jeux ne sont pas faits. Nicolas Sarkozy sent le vent de la défaite mais son agitation pathologique lui permet de réagir en utilisant au maximum ses capacités : brutalité, cynisme, démagogie. C'est ainsi qu'il faut faire dans le milieu des voyous en cols blancs, des opportunistes à poil ras, des coupe-jarrets et des corrompus haut de gamme qui a pour nom sarkozie.

Vous me direz que la bâtisse craque de toutes parts. L'affaire Takieddine est un énorme coup de bouloir qui commence seulement à produire ses effets tant les documents publiés par *Mediapart* sont accablants. Les révélations de Pierre Péan (1) ne sont pas moins ravageuses et les démentis n'y feront rien : c'est le premier cercle sarkozien - Claude Guéant, Nicolas Bazire, Brice Hortefeux - qui est atteint par la vague des scandales et le supposé président est lui-même sérieusement ébranlé.

Mais regardez comment l'homme traqué lance ses contre-attaques.

Il rachète, en hâte, les seconds couteaux qui prenaient des allures de francs-tireurs : ainsi Jean-Louis Borloo qu'on n'a même pas laissé faire son tour de piste et qui a eu le plaisir, après son renoncement, de voir arriver au siège du Parti radical un chèque de 500 000 euros au titre de la dotation annuelle de l'UMP aux valoisiers. Le chèque était resté sous le coude de Jean-François Copé pendant l'échappée centriste du bonhomme. C'est vous dire la marge de manœuvre dont dispose le pauvre Hervé Morin, patron d'un *Nouveau centre* qui dépend lui aussi d'une dotation de l'UMP. Dominique de Villepin ayant lui aussi renoncé à la présidentielle, reste Christine Boutin à récupérer pour que l'aile droite de l'oligarchie soit rassemblée.

Tout de même, me direz-vous encore, il y a le retour d'Alain Juppé sur le devant de la scène : fin septembre, une campagne médiatique bien orchestrée le présentait en recours. Bien sûr qu'il aimerait prendre sa revanche ! Mais si Sarkozy était par pure hypothèse éliminé, les deux candidats pour 2017, François Fillon et Jean-François Copé, auraient les moyens de barrer route à l'homme qui traîne une réputation infamante et les bruyants souvenirs du Juppéthon.

Le terrain étant dégagé, Nicolas Sarkozy est entré en campagne tout en assurant qu'il ne se déclarerait qu'en février prochain. Ce n'est

qu'une minuscule hypocrisie, déjà emportée par un torrent de démagogie. Tous les déplacements en province visent une cible socioprofessionnelle ou permettent de rôder les thématiques de campagne : on vise les ouvriers, les vieux (mais on n'oubliera pas les jeunes), les familles nombreuses, les médecins et on soigne tous ceux qui sont sensibles au thème sécuritaire... Cela signifie que tous les moyens de l'État, du préfet au modeste gendarme, sont utilisés à des fins électorales.

Et puis il y a les tournées à l'étranger, qui mobilisent les diplomates pour des démonstrations qui n'ont qu'un très lointain rapport avec la politique étrangère. En Géorgie, où sévit le fils d'André Glucksmann, on flatte les intellectuels français qui donnent dans le néo-conservatisme ; en Arménie, on évoque le génocide afin de capter les voix des descendants de réfugiés arméniens. À l'Élysée, on jurera que c'est par le plus grand des hasards qu'on se penche sur les graves questions caucasiennes à quelques mois de l'élection présidentielle. Dans les publics visés, de nombreux citoyens estimeront à juste titre qu'ils sont pris pour des imbéciles.

Tel est le problème de Nicolas Sarkozy : rouler deux fois les électeurs dans la même farine, tandis que tombent les chiffres du chômage, du déficit du commerce extérieur et de la désindustrialisation.

Annette DELRANCK

(1) Pierre Péan - « *La République des mallettes* », Fayard, 2011, prix franco : 23 €.

[Achat immédiat](#)

Écho des blogs

Vont-ils voter Papandréou ou Zapatero ?

Nous connaissons le slogan de François Hollande de ramener le déficit français en dessous des 3 % dès 2013 : « *Nos engagements européens nous imposent de ramener notre déficit à 4,6 points de PIB en 2012 puis à 3 points de PIB en 2013. On le voit, l'essentiel de l'effort serait qu'un tel scénario se réalise en 2013.* » Comment y parvenir ?

Comme le rapporte Laurent Mauduit (1) la réponse est fournie dans le compte-rendu du colloque du 24 août mené par François Hollande avec des économistes - tous libéraux : « *Par un regain de compétitivité qui plaide pour une modération salariale et un contexte de sobriété budgétaire susceptible de toucher les dépenses dont bénéficient les foyers modestes.* » Et comment obtenir la modération salariale ? « *Les intervenants se sont accordés pour dire qu'un Smic élevé n'est pas le meilleur outil de soutien aux plus modestes, les dispositifs de solidarité de type RSA ou PPE étant mieux adaptés car sans incidence directe sur le coût du travail.* » Vous avez bien lu, même Nicolas Sarkozy n'ose plus dire les choses avec cette brutalité technocratique conclut Laurent Mauduit.

Or cette politique est connue du Parti Socialiste. Elle est celle conduite par Lionel Jospin qui amena la déroute en 2002 et à l'arrivée de Le Pen au second tour : « *L'État ne peut pas tout* ». Or François Hollande était juste et je la revendique pleinement en ce qu'elle signe un rapport de vérité dans la relation politique. »

Alors faut-il s'offusquer de voir Jean-Pierre Jouyet ou Jacques Attali quitter le clan sarkozyste en plein naufrage judiciaire et politique pour rejoindre François Hollande ? La presse les appelle des repentis (2). C'est inapproprié car ils arrivent pour défendre la même politique, celle de Papandréou, Zapatero et Sarkozy. Notre certitude, il faut tous les chasser !

François ENNAT

(1) http://www.mediapart.fr/journal/france/020911/lenigme-francois-hollande?page_article=4 (article payant).

(2) http://www.mediapart.fr/journal/france/041011/ces-repentis-qui-tentent-de-repasser-gauche?page_article=2 (article payant).

L'affaire Dexia

Dexia, la banque franco-belge, plombée par une gestion longtemps béjaune et hasardeuse ne se remettra pas de la crise de l'endettement des États. À maints égards, l'histoire que nous allons raconter nous explique la faillite de l'idéologie marquante des années 1980-2010.

Faisons simple. Dexia est le résultat de l'union du Crédit Communal de Belgique (CMB) et du Crédit Local de France. Ces deux organismes ont le même rôle de financement des collectivités locales. Le CMB est une vieille création (1886) et son influence n'a fait que s'étendre au cours des décennies avec, notons-le, un certain succès. Outre ses activités dans le domaine public, l'établissement donne aussi dans la banque de dépôt, avec, là encore, une réussite qui perdure. Le Crédit Local de France (CLF) est une création de la parenthèse *ultra libérale balladurienne première manière* de 1987. Auparavant, c'est la CAECL (Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales) qui se chargeait du financement, dans des conditions convenables, des collectivités locales. La mode passant par là, on a offert - j'assume le terme - à un groupe d'amis, dénommé noyau-dur (souvenez-vous) un établissement plutôt juteux.

À compter de ce moment, tant le CMB que le CLF vont faire à tout crin du développement, mais surtout à l'externe, chacun reprenant ça et là tant en Italie, en Turquie qu'aux États-Unis divers établissements travaillant sur le même créneau. En outre, chacune des deux entités va être poussée à développer un secteur plus spéculatif (Asset

Management). Notons toutefois que nos amis belges furent, partiellement, mieux inspirés que nous, notamment par l'achat d'une banque turque, Deniz Bank, dont le succès est remarquable et non sans importance sur la suite des événements.

En 1996, nouvelle mode, celle de la concentration. On va marier nos deux entités pour en faire un groupe binational nommé Dexia. La période est euphorique pour le secteur financier et le groupe va donc continuer à plus grande échelle la politique suivie autrefois séparément. Cela va durer dix ans. Tout y passe avec, semble-t-il une certaine cohérence. On acquiert tant en Italie, qu'en Israël ou aux États-Unis des établissements connexes, sans trop se poser de questions superflues. Arrêtons-nous un instant sur les deux derniers cas. Dexia a racheté à Tel Aviv une banque qui finance des installations de colonies - illégales au sens du droit international - en Cisjordanie. Aux États-Unis, l'achat porte sur FSA, organisme de rehaussement de crédit (subprime).

Le moins que l'on puisse dire est que tout cela ne s'est pas fait avec la plus grande clairvoyance. Dès avant la crise, il y a pire que cela. C'est que Dexia continue de financer les collectivités locales pour qui le recours à l'emprunt est absolument nécessaire

pour réaliser des investissements coûteux. C'est là que le mélange des genres commence à poser problème et que les communes et les départements vont entrer dans les difficultés.

C'est que la nature des prêts accordés va changer. On va refiler à certaines collectivités, via des montages compliqués, des produits qui vont se révéler destructeurs. À priori, au global, les collectivités sont peu endettées (6 % du PIB en 2007), donc pas de souci. Là où les choses se gâtent, c'est quand certaines villes, à taille critique, ni trop petites, ni trop grandes, veulent financer un équipement d'ampleur qui, théoriquement, ne peut l'être avec un emprunt de type classique.

Qu'à cela ne tienne ! Dexia a la solution et refile sans vergogne des **trucs** gentiment dénommés **emprunts structurés**. Faisons bref. Le principe est le même que la titrisation. Vous empruntez à un taux *n* de départ et dès cet instant vos intérêts seront calculés par des *têtes plates* selon des modalités auxquelles vous ne comprendrez jamais rien, ceux qui vous en ont nantis pas plus et leurs créateurs, j'en doute. L'avantage immédiat c'est de pouvoir obtenir des fonds à un niveau que vous n'auriez pu prétendre sous une forme classique et de rendre ainsi tolérable, au départ, les

remboursements pour vos comptes.

Mais la crise est survenue et patatras ! Les savants calculs de nos esthètes de la calculette occasionnent des surcoûts colossaux. Exemple (1) : la ville de Saumur, emprunte 22 M d'euros. Le surcoût à verser par la commune va être de 7,8 M ! Autant dire la ruine. Et des emprunts comme ceux-là, il en traîne pour un total de 70 milliards jusque dans des micro-communes.

Les actifs toxiques de la banque se montent à quelques 100 milliards d'euros. Autant dire la faillite. Notons qu'outre les joyusetés décrites ci avant, les cadors se sont fait refiler des subprimes via FSA et ont même perdus 85 M chez l'inénarrable Madoff.

En juillet dernier, Dexia passait avec succès les *stress-tests*, mieux que la BNP ou la Société Générale et aujourd'hui Dexia est en faillite. En 2008 on a débarqué du staff de l'établissement les deux zozos responsables de ces brillants investissements. Rassurez-vous pour eux, ils ont retrouvé deux excellents jobs dans deux banques françaises...

Alors on va démanteler. Manque de chance, les parties belges de l'affaire sont en bien meilleur état que les parties françaises. La partie **dépôt** en Belgique se porte au mieux et la filiale turque est, dans un pays en pleine expansion, on ne peut plus florissante et extrêmement rentable. Comme d'habitude, on va coller les actifs pourris dans une structure ad hoc et le contribuable va payer. Le reste sera réparti dans d'autres banques susceptibles de payer.

On va renflouer, comme en 2009 où la plaisanterie avait coûté 6,4 milliards d'euros plus 150 de garanties étatiques. Pour quoi faire ? On se le demande encore... Mais il faut bien calmer les *Saints Marchés* peu désireux de prendre leur responsabilité dans ce fiasco. Quant aux collectivités locales victimes, alors là...

Charles GUÉMÉNE

(1) *Libération* du 21 septembre 2011.

Stolypine

Le nouveau président russe Vladimir Poutine qui va être élu en mars 2012 inaugurer un mois plus tard un monument à la mémoire de Piotr Stolypine né 150 ans plus tôt et assassiné voici tout juste cent ans.

Lex-futur président russe, présentement Premier ministre, a prononcé le 13 juillet dernier un discours mémorable pour lancer le comité qu'il préside pour la commémoration du 150^e anniversaire de la naissance de l'un de ses prédécesseurs, Piotr Stolypine, Premier ministre du tsar de 1906 à 1911. Non, il ne s'agit pas d'une reprise de *L'Homme sans qualités* de Musil, mais de la réalité russe contemporaine.

Poutine s'assimile volontiers à Stolypine : célèbre ministre de l'Intérieur au moment de la révolution de 1905, celui-ci s'imposa à la première Douma et lança une réforme agraire de grande portée destinée à créer une classe moyenne rurale qui serait le soutien du régime et aurait pu éviter selon certains la révolution de 1917. Soljenitsyne est du nombre de ses admirateurs. Il lui consacre une large partie de son chef d'œuvre, *La Roue rouge*. Le personnage ne pouvait qu'inspirer Poutine qui veut, selon ses propres termes, aussi allier développement et stabilité, État et société. « *Vingt ans de paix, dit-il, auraient permis de changer l'Empire russe au-delà de toute imagination.* » C'est le délai qu'entend se donner Poutine au Kremlin depuis 2000 et désormais assuré d'y demeurer en principe jusqu'en 2024.

En principe, disons-nous, car de même que l'idée musilienne de célébration de l'Empire austro-hongrois sombra par l'assassinat de l'héritier en juin 1914, l'ambition de réforme de l'Empire russe avorta par l'assassinat de Stolypine à l'Opéra de Kiev le 18 septembre 1911. Pourquoi Vladimir Poutine se préoccupe-t-il soudain en juillet de préparer pour avril 2012 le 150^e anniversaire de la naissance de Stolypine (né comme par hasard à Dresde, où Poutine exerça ses fonctions d'honorable correspondant du KGB) et n'accorde-t-il pas la même priorité au centenaire de son assassinat, épisode encore largement obscur ? M. Poutine célébrera en 2012 ses soixante ans et ne tient pas à voir sa carrière brutalement interrompue avant sa réélection.

Dans un régime complètement bloqué, dépourvu de contre-pouvoirs, législatif, judiciaire ou médiatique, seule la révolution violente ou l'assassinat peuvent rouvrir le champ politique. Comme Stolypine, Poutine croit pouvoir éviter la première alternative en se constituant un soutien populaire sans précédent, fortifié par une forte croissance. Comme Stolypine, il doit affronter des oligarchies, des bureaucraties, qui n'ont d'autre recours que

l'assassinat. Cela se fait beaucoup en Russie. M. Poutine n'est pas à l'abri. Même le Tsar n'a pu protéger Stolypine. Or la Russie n'a plus de tsar, quoiqu'il semble toujours exister dans l'esprit de Bismarck. M. Poutine se rêve peut-être tsar lui-même. On le lui reproche. En Stolypine, il se rêve plus volontiers le premier serviteur du tsar, même si celui-ci n'est pas physiquement incarné - pour le moment...

Si Poutine disparaissait, que deviendrait la Russie ? Parfois on se prend à songer : Stolypine, Staline, Poutine, de l'un à l'autre il n'y a rien eu que des transitions difficiles. Mais Poutine n'est-il pas destiné à échouer, comme les deux premiers, sinon à **ressusciter** la Russie, du moins à la transformer en profondeur ? Avec des ressources limitées, une population en régression, un environnement mondial en crise, le pragmatique Poutine, sans idéologie ni vision propre, peut reculer le temps du déclin, comme son modèle le général de Gaulle pour la France, faire illusion. Il sera un partenaire difficile pour l'Europe, mais il ne peut s'en passer. À la veille d'un nouveau mandat, il ne dispose pas de politique de rechange. Tout son mérite sera d'avoir retardé la chute de la Maison Russie, non pas indéfiniment, mais de six ans au moins, peut-être de douze, mais cela semble à ce stade plus improbable.

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **NORVÈGE** – Le roi Harald V a ouvert, le 4 octobre, la 156^e session du Parlement norvégien. Dans son discours du trône, le Roi est revenu sur les attaques du 22 juillet sur l'île d'Utoya et contre les bureaux du gouvernement à Oslo. Il a indiqué que c'était « *la nation tout entière qui avait été attaquée* » et que ces événements avaient suscité une forte volonté populaire de cohésion, d'ouverture et de participation, ajoutant : « *Cela signifie que nous devons continuer à mobiliser la nation entière. Que ce soit en tant qu'individus, en tant que membres d'organisations de volontaires, ou en tant que représentants des autorités à tous les niveaux, nous devons tous aider à guérir les blessures et de recréer un sentiment de sécurité.* »

◆ **PORTUGAL** – Le 5 octobre est le jour de la Fête de la République, instaurée en 1910. Traditionnellement c'est la même date que les royalistes portugais ont choisie pour commémorer la fondation du Portugal en évoquant le traité de Zamora en 1143 qui avait garanti l'indépendance du pays. Cette année, c'est à Coimbra, en présence du duc et de la duchesse de Bragança, qu'ont eu lieu les manifestations marquant cet anniversaire.

◆ **GÉORGIE** – C'est le 27 septembre qu'est né le prince Georges Bragation fils du prince David Bragationi-Moukhraneli et de la princesse Anna Bragationi-Grouzinski. Le couple s'était marié il y a deux ans au cours d'une cérémonie qui avait eu un grand écho dans le pays. Cette naissance marque aujourd'hui la fusion définitive entre deux des branches de la dynastie des Bragationi qui a dirigé la Géorgie jusqu'au début du XIX^e siècle avant que le pays ne soit annexé par la Russie. Éparpillée en Europe à l'issue de la révolution bolchevique, la famille royale géorgienne s'était divisée en plusieurs branches toutes candidates au trône.

◆ **NÉPAL** – Mise en oeuvre il y a cinq ans l'élaboration de la nouvelle Constitution n'a toujours pas abouti. Le pays a connu une instabilité politique permanente avec quatre Premiers ministres successifs et est confronté à des problèmes de corruption, d'insécurité et de violences. Cette situation a largement profité au roi Gyanendra, chassé du trône en 2008, dont la cote de popularité, pourtant partie de très bas, ne cesse d'augmenter. Selon Raj Kumar Thapa, membre du Barreau de la Cour Suprême, « *la monarchie constitutionnelle semble la seule solution face à la crise actuelle* », il reconnaît qu'il y a eu des erreurs commises par le roi et qu'il y avait beaucoup de gens malhonnêtes et corrompus autour de lui. Il est aujourd'hui largement admis que le roi a réalisé son erreur et a commencé à avoir des contacts avec le peuple et qu'il a, en retour, obtenu un immense soutien de sa part.

Un enjeu stratégique

Colonel en retraite, René Cagnat est docteur en sciences politiques. Il a été attaché militaire en Union soviétique, en Bulgarie, en Roumanie, en Ouzbékistan et au Kirghizstan. Auteur d'une dizaine d'ouvrages sur l'Asie centrale, installé à Bichkek, il suit attentivement les évolutions et révolutions qui marquent les anciennes républiques soviétiques centrasiatiques. Celles-ci constituent pour les grandes puissances anciennes et nouvelles un enjeu stratégique dont il est urgent de prendre conscience.

■ **Royaliste : Peut-on parler à nouveau d'un jeu des grandes puissances en Asie centrale ?**

René Cagnat : Oui ! L'Asie centrale est une proie particulièrement tentante. Elle est convoitée par trois empires, deux souvenirs d'empire et une religion. Les deux empires traditionnellement impliqués sont la Chine et la Russie ; la Turquie et l'Iran représentent les souvenirs d'empires ; enfin il y a un empire nouveau venu et qui fait figure d'intrus : les États-Unis. La religion, c'est l'islam : promue par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Pakistan, cette religion a fait depuis 1991 des progrès importants en Asie centrale.

■ **Royaliste : Pourquoi l'Asie centrale est-elle convoitée ?**

René Cagnat : C'est un monde en soi, isolé, une véritable île au milieu des steppes et des montagnes, presque séparée du monde extérieur et néanmoins tentante. Sa surface est égale à celle de l'Australie si on ajoute à l'Asie centrale

ses marges iraniennes, afghanes, pakistanaises et russes. Au sens strict, elle est plus vaste que l'Union européenne, mais avec une population très faible (85 millions d'habitants) qui est entourée de pays très peuplés (Iran, Chine et au-delà Inde et Pakistan) attirés par ce vide démographique. Les pays voisins convoitent l'Asie centrale à cause de ses richesses.

Il y a les hydrocarbures, qu'on appelle là-bas les *larmes du diable* : le Xinjiang produit 30 millions de tonnes de pétrole et 50 milliards de m³ de gaz ; le Turkménistan produit 10 millions de tonnes de pétrole et 90 milliards de m³ de gaz - et ce n'est qu'un début. Le Kazakhstan est le pays du monde le plus riche en hydrocarbures et en métaux divers : 68 millions de tonnes de pétrole et 37 milliards de m³ de gaz. L'Ouzbékistan assure sa consommation de pétrole (11 mt) et produit 65 milliards de m³ de gaz.

L'Asie centrale est très riche en uranium : le Kazakhstan est le premier producteur mondial

d'uranium avec 15 000 tonnes, ensuite le Xinjiang, 10 000 tonnes et l'Ouzbékistan, 2 500 tonnes. Quant aux métaux rares, l'Ouzbékistan produit 85 tonnes d'or par an, le Kirghizstan 20 tonnes, de même que le Kazakhstan - sans compter les productions clandestines d'or et de pierres précieuses. L'Asie centrale est aussi riche en terres rares.

Enfin il y a les *larmes d'Allah*, autrement dit la drogue : la culture de l'opium interdite en 1973 par l'Union soviétique n'a pas repris mais il y a une production de cannabis au Kirghizstan et au Kazakhstan et aussi d'éphédra. La production afghane d'héroïne transite à 30 % par l'Asie centrale, à destination de la Russie, premier consommateur mondial, où on comptait 2 millions de drogués il y a deux ans.

■ **Royaliste : Quelle est la valeur stratégique de l'Asie centrale ?**

René Cagnat : « Qui tient l'Asie centrale tient l'île mondiale - l'Europe et l'Asie - et qui tient l'île mondiale, tient

le monde » disaient, il y a longtemps déjà, les géopoliticiens. Cela paraissait fumeux mais on s'aperçoit que l'analyse est pertinente - ce que les Américains ont compris.

Le grand jeu des grandes puissances est favorisé par l'extrême division des Centralesasiatiques. Depuis 1991, c'est une véritable foire d'empoigne. La principale opposition existe entre les pays de tradition sédentaire (tel l'Ouzbékistan) et les pays de tradition nomade (comme le Kirghizstan). Il y a aussi les oppositions ethniques entre pays et à l'intérieur des pays - par exemple l'opposition entre Kirghizstan et Ouzbékistan et l'opposition entre Kirghizes du nord et Kirghizes du sud. Il y a les rivalités personnelles entre les dirigeants : les anecdotes abondent sur ce point. Il y a les conflits pour le partage de l'eau - entre Ouzbeks et Tadjiks - et les problèmes de tracé des frontières, au Fergana par exemple. Il y a enfin les divisions autour des catastrophes naturelles - la mer d'Aral - et de la délimitation de la mer Caspienne. Tel est l'échiquier-type de discorde sur lequel jouent les très grandes puissances.

■ **Royaliste : Commençons par la Chine.**

René Cagnat : Honneur au doyen ! L'empire chinois était déjà présent en Asie centrale voici plus de 2 000 ans. Cela

lui donne un recul tout à fait exceptionnel. Sur ces deux millénaires, la présence chinoise n'a été effective que pendant 400-500 ans. Mais la Chine n'a jamais été aussi présente qu'aujourd'hui dans le Xinjiang : en 1949, lorsque les communistes ont pris le pouvoir, les Chinois y étaient 200 000 ; ils sont maintenant plus de 10 millions. En Asie centrale, la première minorité étrangère est actuellement constituée par les Han, bien avant les Russes qui étaient 13 millions en 1990 et qui ne sont plus que 6 millions, notamment au Kazakhstan.

L'atout des Chinois, c'est qu'ils sont sur place : le Xinjiang a des frontières avec trois pays d'Asie centrale et les Han bénéficient de l'aide des Dounganes, musulmans chinois installés au Kirghizstan, au Kazakhstan, un peu en Ouzbékistan - et de certains Ouïghours. Mais la colonie ouïghoure émigrée en Asie centrale - plus de trois millions - est en général très hostile aux Chinois.

L'objectif des Chinois est de contrôler à long terme l'Asie centrale à partir du Xinjiang. L'action menée est prudente mais le but est de rendre dépendants tous les pays de la région. L'action commerciale a été la première menée depuis une dizaine d'années : il s'agit de noyer l'Asie centrale sous les produits chinois en tuant son industrie et son artisanat. C'est ce qui s'est passé au Kirghizstan : lorsque ce pays est entré dans l'OMC, la Chine en a profité en lui fournissant en masse de la pacotille et d'autres produits qui continuent à être réexpédiés à 70 % vers les autres pays d'Asie centrale mais aussi vers la Russie où les vêtements chinois sont vendus sous l'étiquette kirghize, qui est très réputée.

L'action financière chinoise n'est pas moins importante. La Chine a les moyens de consentir des prêts massifs : récemment 4 milliards de dollars ont été donnés par la Chine au Turkménistan pour la construction d'un deuxième gazoduc ; au Tadjikistan, la moitié des crédits octroyés par

l'étranger sont d'origine chinoise et l'emprise financière chinoise sur le pays est proche du 40 % du PIB.

Il y a aussi une **action logistique** : les Chinois construisent des autoroutes, en fait des routes à trois voies, qui relient le Xinjiang à ses voisins : Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et, au-delà, Ouzbékistan et Afghanistan ; ils construisent aussi des voies ferrées, par exemple sur l'axe Kashgar-Andijan via le Kirghizstan vers le Ferghana ouzbek.

La stratégie énergétique est claire : la Chine tente de capter les ressources de l'Asie centrale par la construction de gazoducs et oléoducs. L'action d'infiltration n'est pas moins nette : les ouvriers qui construisent les routes au Tadjikistan restent dans ce pays et s'y marient en profitant de l'absence des Tadjiks émigrés en Russie. Ceci avec les encouragements financiers de la Chine. Et ils sont déjà 80 000 ! Enfin il y a une action diplomatique qui se fait par la voie de l'organisation de coopération de Shanghai dans laquelle la Russie est associée à la Chine - du moins pour le moment.

■ Royaliste : Qu'en est-il de la Russie ?

René Cagnat : C'est le deuxième empire en importance mais c'est la puissance du passé. Ses atouts sont réels : les minorités russes, la langue russe parlée dans toute l'Asie centrale, l'influence rémanente des apparatchiks de l'Union soviétique : Nazarbaiev, pur kazakh et pur soviétique, en est le plus bel exemple. Enfin, il y a les bases militaires russes au Kazakhstan, au Kirghizstan, au Tadjikistan. La Russie mène une action diplomatique par la Communauté des États indépendants, par un traité de sécurité collective et par une union douanière avec le Kazakhstan, à laquelle il est question d'ajouter le Kirghizstan et le Tadjikistan. L'action clandestine est traditionnellement très importante. L'action économique est en recul mais les Russes se servent encore de la logistique soviétique : voies ferrées, gazoducs...



■ Astana, la nouvelle capitale du Kazakhstan.

■ Royaliste : Venons-en à l'empire américain...

René Cagnat : C'est l'intrus de 2001 qui inquiète tout le monde. Ses atouts, c'est la puissance militaire de projection, l'appui de l'Otan, la planche à dollar qui permet d'être relativement généreux, les ONG qui mènent une subversion par Internet, le prestige de *l'américan way of life* qui favorise la progression de la langue anglaise.

L'objectif des États-Unis est d'assurer leur présence géostratégique et de tirer parti des richesses de l'Asie centrale. Avec leurs bases en Afghanistan et au Kirghizstan, ils sont sur les arrières de la Chine, de la Russie, de l'Iran, de l'Inde, à proximité du Golfe persique. Les *majors* américaines sont très actives au Kazakhstan et font effort au Turkménistan. Cela dit, les Américains sont beaucoup trop éloignés de leur territoire.

■ Royaliste : Quelle est l'influence de la Turquie ?

René Cagnat : À l'exception du Tadjikistan, l'Asie centrale parle des langues turciques et la Turquie considère l'Asie centrale comme son *hinterland* économique. Son atout : les Turcs sont des musulmans sunnites de forte tradition soufie, comme les musulmans d'Asie centrale. Les commerçants turcs s'adaptent bien ; les grands magasins sont tenus par des firmes turques ; l'action culturelle et éducative est très importante

avec dans certains cas une influence islamiste.

La Turquie, enfin, voudrait créer une communauté des peuples turcs qui est en train de se concrétiser au Kirghizstan.

■ Royaliste : Un mot sur l'Iran ?

René Cagnat : L'Iran profite de ses liens linguistiques et ethniques avec le Tadjikistan. Les Iraniens courtisent le Turkménistan pour obtenir son appui dans la négociation sur le partage de la Caspienne.

Surtout, n'oublions pas le très grand jeu de l'islamisme, qui s'ajoute au jeu des empires. L'islam est fort chez les sédentaires et, pour l'instant, superficiel chez les nomades. L'islam semble une voie de salut pour l'Asie centrale : c'est, pour paraphraser Marx, l'espoir de la créature écrasée par le malheur. Les islamistes en profitent et militent pour l'instauration d'un khalifat. Les Russes puis les Soviétiques avaient refoulé l'islam, et l'Asie centrale s'était fortement européanisée. Mais l'islam progresse à nouveau et l'Asie centrale s'*afghanise* sous l'influence de l'argent arabe et de la détresse des populations. Il y a donc retour aux traditions religieuses, notamment à la polygamie et, chez les hommes comme chez les femmes, à l'habit musulman.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Le capitalisme, et après ?

Paul Jorion n'est pas seulement celui qui a expliqué comment le capitalisme allait entrer dans une crise mortelle. C'est un chercheur qui mobilise plusieurs savoirs - sur l'anthropologie, la finance, l'économie - afin de trouver une issue.

Une issue... Encore faudrait-il être persuadé qu'elle existe quelque part. En ce moment de l'histoire, nous ne pouvons pas savoir si nous sommes dans une impasse ou à un tournant. Et Paul Jorion, qui anticipe les différentes phases de l'effondrement du système dans ses livres et sur son blog (1) se garde bien de prophétiser le monde nouveau. Il cherche, avec d'autres, il n'est pas en surplomb des événements... Mais il en maîtrise suffisamment le flux pour se trouver très loin devant ceux qui, dans les milieux oligarchiques, bricolent et vaticinent à longueur de journée.

Si les petits réformateurs de droite et de gauche lisaient son *Capitalisme à l'agonie* (2), ils comprendraient que nulle **gouvernance** ne parviendra à sauver, par la fameuse régulation, un système qui porte en lui la cause de son effondrement. Paul Jorion explique méthodiquement cette logique suicidaire dont je me borne à relever quelques aspects :

L'activité financière ne consiste plus à prêter de l'argent à ceux qui en manquent mais à faire des paris sur des fluctuations de prix grâce à de l'argent qu'on a emprunté. Les profits sont alléchants mais on oublie les pertes qui s'accroissent à la suite des paris perdus et qui finissent par dé-

truire les établissements financiers les plus réputés.

La délocalisation des activités industrielles et des services est irrémédiable dans le système actuel car le patron choisira toujours le salarié résidant à l'étranger, qui n'a pas accès au partage du surplus, au salarié qui peut négocier par l'action syndicale, la grève ou la séquestration.

La confiance des salariés dans le système est morte depuis qu'en haut lieu on leur dit qu'ils vivent *au-dessus de leurs moyens* et qu'il leur faut maintenant accepter la rigueur salariale - alors que dans la période précédente la *modération salariale* les contraignait déjà à maints sacrifices qui les faisaient vivre au-dessous de leurs besoins. Le cynisme de l'oligarchie stimule l'esprit de révolte comme on le voit dans les pays européens qui sont soumis aux diktats de Bruxelles, de Francfort et de Berlin.

Il ne suffit pas de comprendre les événements ni de les dénoncer. Il faut se demander que faire et selon quelles références, car le fameux pragmatisme n'a jamais été autre chose qu'une soumission aux rapports de force du moment. Pour envisager le monde nouveau qui surgira de cette crise systémique, Paul Jorion a recours à de grands auteurs.

Karl Marx a annoncé la mort du capitalisme mais sans

prévoir que celle-ci se produirait dans une période de hausse tendancielle du taux de profit. **Keynes** sauva le capitalisme en lui donnant pour objectif le plein emploi mais échoua dans le projet révolutionnaire de *l'euthanasie du rentier* ; il peut être actualisé selon un double objectif : « *éliminer la pseudo-solution actuelle au manque de revenus qu'est la substitution du crédit aux salaires, source de fragilisation généralisée du système économique ; éliminer aussi la fonction parasitaire de la finance qui siphonne la richesse créée pour arrondir les fortunes déjà existantes* ». La lecture de **Hegel** n'est pas moins stimulante mais je regrette que Paul Jorion ait choisi de l'étudier par le truchement de Kojève, auteur d'une interprétation aussi célèbre que sujette à caution. Le recours aux études de Bernard Bourgeois (3), entre autres, eût été plus adéquat pour travailler sur une philosophie de la liberté qui permet de penser l'État sans sacrifier l'individu à la totalité.

Plus inattendues, mais non moins justifiées, les pages consacrées aux principes de la Révolution française, à Rousseau, Robespierre, Freud et Lévy-Bruhl. Dans la période pré-révolutionnaire que nous sommes en train de vivre, il est indispensable de s'interroger sur la dialectique des révolutions, sur la vertu,


sur la propriété, sur les besoins et les désirs des hommes. Les propositions de Paul Jorion concernant le plein emploi, le revenu et le travail, les biens publics et leur nécessaire gratuité, sont d'une grande richesse. Je voudrais relever ce qui fait encore défaut : une *anthropologie* qui commence sans doute à s'esquisser mais dont nous attendons qu'elle s'explique.


Pour instituer la justice sociale, pour mettre en œuvre une nouvelle politique économique, pour articuler le développement indispensable et les impératifs écologiques, il faut poser la question du pouvoir politique dans ses différentes dimensions : celle de **la légitimité**, tragiquement manquée par Robespierre ; celle de **l'autorité** capable d'assurer la médiation entre la liberté, l'égalité et la fraternité afin que nos trois principes puissent effectivement coexister dans la même société ; celle de **l'État**, chargé de la mise en œuvre des plans et des projets collectifs.


De Paul Jorion, excellent connaisseur d'Aristote qui a inspiré son ouvrage sur le prix (4), nous attendons une relecture de la *Politique* du vénérable grec dont nous avons besoin pour repenser, contre l'oligarchie et la ploutocratie, la République aujourd'hui réduite aux artifices de la gouvernance.

Bertrand RENOUVIN

(1) Blog de Paul Jorion : <http://www.pauljorion.com/blog/>

(2) Paul Jorion - « *Le capitalisme à l'agonie* », Fayard, 2011,  prix franco : 21 €.

(3) Bernard Bourgeois - « *La pensée politique de Hegel* », PUF, 1969, prix  franco : 16 € et l'article de Maria Da Silva dans *Royaliste* n° 908, page 12, « *La monarchie selon Hegel* », repris sur mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=1259>.

(4) Paul Jorion - « *Le prix* », Éd. du Croquant, 2010,  prix franco : 24 €. Voir l'article de Sylvie Fernoy, *Royaliste* n° 980, page 8, « *Quelle vérité des prix ?* » et mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2795>

Chateaubriand parmi nous

Infidèle cette année à mon pèlerinage automnal à Combourg, Michel Crépu est venu opportunément à mon secours, en m'invitant à retrouver Chateaubriand dans sa vie et ses rêves et surtout au royaume de la littérature (1). Un royaume sans lequel croît désespérément le désert. Ce n'est sûrement pas vrai pour la France seulement, mais pour nous c'est indiscutable. Impossible de penser Napoléon sans les *Mémoires d'Outre-tombe* et sans la tradition qui va jusqu'à Léon Bloy en passant par Stendhal et Balzac. Si l'histoire n'était pas romanesque, si elle ne renvoyait sans cesse aux confins de la poésie, elle ne serait pas humaine parce qu'elle ne nous ferait pas rêver. Il est permis de répudier une telle conception au profit d'analyses rationalisantes. C'est oublier que les passions seront toujours supérieures aux jeux des causes sérielles, car avec Pascal, on est obligé de reconnaître sans cesse que ce sont des *je ne sais quoi* que surgissent les effets effroyables.

C'est Alain Finkielkraut qui m'a soufflé cette référence dans un récent entretien au *Monde*. Je l'ai enregistrée sur-le-champ, car elle m'a paru justifier les connivences nécessaires des événements vécus avec leur interprétation littéraire. Et là-dessus, Michel Crépu est passé maître depuis longtemps. Le lecteur infatigable qui nous a déjà donné des essais précieux sur Charles du Bos, Bossuet, Sainte-Beuve, sait depuis toujours que les auteurs de l'ombre disposent d'un savoir sans égal sur les ressorts intimes des choses humaines. C'est bien pourquoi, il ne pouvait échapper à Chateaubriand dont la célébrité est un leurre, son œuvre si considérable demeurant le domaine réservé des amateurs éclairés. L'étude qu'il consacre à l'enchantement relève plutôt de la promenade que de l'énorme labeur dispensé il y a quelques années par Marc Fumaroli (2), mais elle se recommande du même désir d'habiter le monde de l'intérieur.

Des méandres d'une libre déambulation on est obligé de ne signaler que quelques aperçus. J'en retiens déjà celui-ci qui nous projette au cœur de la tourmente révolutionnaire, avec le choix singulier d'un observateur engagé : « Chateaubriand a tout de suite compris que la partie serait très difficile à jouer : la partie de rêve, c'était de voir la France se détourner de son démon intime, s'arracher à son esprit de pente jacobin-absolutiste pour laisser venir une petite musique fénelonienne, tout en nuances, en continuités subtiles, en lucidités précieuses. Peut-on imaginer une monarchie française fénelonienne dans l'esprit, non absolutiste, anglaise dans son fonctionnement ? Peut-on imaginer, du point de vue de la bibliothèque, que La Fontaine puisse être vainqueur de Bossuet ? On ne le peut. Cause perdue, mais aussi : route à inventer, sortie à se frayer, langue à propulser devant soi comme une cavalcade, une nuée biblique... » Cet entrecroisement des références, des sensibilités avec les débats intellectuels, les combats politiques, les constructions institutionnelles peut dérouter, il

n'a rien d'arbitraire, même s'il pose des questions d'une complexité redoutable. Je ne suis pas sûr pour ma part que l'association de l'absolutisme et du jacobinisme soit pleinement justifiée. Certes il y a entre eux le souci exclusif des fonctions régaliennes mais il y a en même temps une opposition des relations avec le tissu social qui, du côté jacobin, est complètement enserré dans le dispositif étatique. Ce qui est indiscutable, en revanche, c'est la préférence de Chateaubriand pour une monarchie selon la Charte.

Dans la démesure révolutionnaire, il recherche une sagesse politique : « *La politique, c'est le contraire de l'idéologie : elle n'est pas une vision du monde, seulement un usage, une pratique. La Révolution était une vision du monde, elle n'était pas une politique. La politique de Chateaubriand, portée par les valeurs cardinales du christianisme, ne cherche nullement une extase finale, ni par l'obtention miraculeuse d'un retour à l'ordre ancien, ni par on ne sait quel éveil sublime de la parole poétique, comme chez les romantiques allemands.* » La fidélité monarchique de celui qui avait tant paru fasciné par l'incroyable génie de l'homme qui a bouleversé l'Europe s'explique sans aucun doute possible par cette mesure, ce bon sens qui l'éloigne du prophétisme à rebours d'un Maistre : « *Disons qu'il y a chez Maistre une sorte d'athéisme de l'événement : celui-ci ne sait pas ce dont il est le jouet, seul Dieu le sait. Chateaubriand ne raisonne pas ainsi, il n'est pas un athée de l'événement. Il continue de miser, dirait-on, sur un principe de bon sens, comme dans une affaire de famille...* »

Le vicomte a cherché la bonne équation, celle qui correspondait à sa fidélité profonde à la dynastie et à l'ouverture aux légitimes requêtes du temps. Il fut sans doute, là-dessus assez proche de Malesherbes (le beau-père de son frère) qui en rêva jusqu'au pied de l'échafaud : « *Tradition d'un côté (c'est-à-dire la continuité assurée d'un principe intouchable, non instrumentable par le despote), liberté de l'autre (savoir écouter son époque. Or celle-ci demande à lire les journaux qu'il lui plaît etc.). Ça n'était tout de même pas sorcier à comprendre. Nous en sommes toujours là.* »

Parmi tant de réflexions soulevées par le beau parcours de Michel Crépu, j'aimerais échanger sur la postérité littéraire et politique de Chateaubriand, avec la rétraction nationaliste d'un Barrès : « *Quelle différence incroyable entre cette France d'après la Révolution, anglophile et tocquevillienne, et la France de Déroulède, du général Boulanger, de Barrès ! Quel renfermement après le voyage ! Quelle étrange volonté de ne plus désirer qu'un maintien de soi hostile et méfiant !* » Sans doute, mais quelle est la cause vraie de cette dérive, sinon la fin de l'Europe ancienne, avec l'affrontement des idéologies, les guerres d'enfer et le déchaînement des transgressions. Barrès n'en était pas le responsable !

Chateaubriand n'aurait sans doute pas été étonné de cette dérive qui correspondait à l'incertitude de la Révolution, dont il fut l'interprète inspiré et incertain. Car le rêve à la Fénelon était contredit par la plongée de la Terreur. Dans l'entre deux de Maistre et de Lamennais, il aura guetté les métamorphoses, sans être sûr de la figure du monde à venir.

■ (1) Michel Crépu - « *Le souvenir du monde - Essai sur Chateaubriand* », Grasset, prix franco : 19 €. [Achat immédiat](#)

■ (2) Marc Fumaroli - « *Chateaubriand, poésie et terreur* », De Fallois, 2003, prix franco : 29 € - [Voir Royaliste n° 824](#), *Grandeur de Chateaubriand*. [Achat immédiat](#)

par Gérard Leclerc



L'Heure du Roi

Ce texte du dissident Boris Khazanov était à peu près inconnu. Et pourtant... Dans sa postface, la traductrice Eléna Balzamo en retrace l'histoire et en analyse la portée. Elle n'hésite pas à affirmer qu'il s'agit là « d'un des plus beaux morceaux de prose russe de la seconde moitié du XX^e siècle ».

Ce récit est une pure merveille de littérature, d'esthétisme et de philosophie politique. Probablement inspiré par l'Occupation du Danemark par le Reich, mais ce n'est pas vraiment là l'important, il retrace l'invasion d'un royaume tranquille, presque désuet, par une puissance brutale qui n'hésitera devant rien, on le sait bien, pour imposer les valeurs de cet ordre nouveau qui doit régénérer le monde. La machine totalitaire, et son inhumanité intrinsèque, viennent broyer une société subtilement policée, rythmée par des rituels immuables, dont cette fameuse *Heure du Roi*.

Que faire quand on n'est que faiblesse mais que l'on est à la fois le protecteur de son peuple et le garant d'une certaine civilisation ? Que faire lorsque l'on a été le témoin de l'inutilité d'un certain héroïsme - la Garde royale *effacée* sans même que le Royaume ne semble s'en apercevoir - mais que l'on sait aussi que ce sacrifice était la sublime manifestation de sa raison d'être ? Que faire lorsque l'on connaît le plus intime secret du Grand Tyran - parce que l'on n'est pas seulement roi mais aussi médecin - et que l'on sait bien alors que sa rage sera sans limite ? Mais peut-on ne rien faire quand ne rien faire, c'est se rendre le complice de cette barbarie contre laquelle,

justement, on fut érigé en rempart ? Toutes ces questions, on le sent bien, et c'est tout l'art subtil de Khazanov de nous le faire ressentir aux travers de quelques scènes sans jamais les exprimer explicitement, taraudent l'esprit du roi Cédric.

Son questionnement est celui de tout homme qui sait où est le bien mais se trouve face à un mal omnipotent. L'innocence a disparu, il faut choisir. Mais tout choix conduit au désastre...

Le roi fera son choix, magnifiant une dernière fois ce rituel désuet qui faisait sans doute sourire l'occupant si moderne : l'Heure du Roi... Ce geste aura ses conséquences. Par quelques touches, Boris Khazanov nous les dira. Tout au long du récit, il pose les faits, sans porter de jugement facile ou s'abandonner à une morale convenue, et par cette retenue même, l'écrivain dissident, victime de la tyrannie soviétique, nous dévoile les terribles dilemmes qui assaillent l'esprit du vieux roi, confronté à la barbarie nazie. Dans une certaine mesure, ces dilemmes sont aussi les siens, ils sont ceux de tous ceux qui entrent en dissidence contre un pouvoir prêt à tout. Un texte magnifique.

Patrick PIERRAN

📖 Boris Khazanov - « *L'Heure du Roi* », Éd. Viviane Hamy, coll. Bis, prix franco : 9 €. [Achat immédiat](#)

Des hommes libres d'histoire

Un film, comme un bon roman nous raconte une histoire. La nature de celle-ci nous fait voyager dans le temps si c'est une fiction historique.

Ainsi le film du franco-marocain Ismaël Ferroukhi *Des hommes libres* est une fiction historique (la Mosquée de Paris sous l'occupation allemande) dont le récit tient debout. Le film est bon, bien interprété, bien filmé. Alors d'où vient la polémique ?

Pourquoi des historiens aussi compétents que prestigieux, tous spécialistes du Maghreb et de la présence des arabo-musulmans en France, comme Michel Renard et Daniel Lefeuvre, s'opposent au non moins compétent Benjamin Stora conseiller historique du film ? Nous aurions bien tort de traiter à la légère cette controverse car elle n'est pas une querelle de compétence ou simplement une algarade d'école universitaire. Elle est bien plus fondamentale car elle concerne l'interprétation de l'histoire d'un sujet aussi brûlant qu'explosif : les rapports entre juifs et musulmans.

Essayons de résumer la confrontation. Pour Benjamin Stora et le film *Des Hommes Libres*, la Mosquée de Paris et son recteur Si Kaddour Ben Ghabrit (interprété par l'incroyable Michael Lonsdale) auraient caché et aidé des indépendantistes algériens et des juifs séfarades pendant l'Occupation.

Pour Michel Renard et Daniel Lefeuvre, sans nier tel ou tel cas (comme celui incontestable du chanteur juif Salim Halali, merveilleusement interprété par Mahmud Shalaby), on ne trouve pas trace de ces événements. Michel Renard remarquant « ... prétendre que la Mosquée de Paris a abrité, et,

plus encore, organisé un réseau de résistance pour sauver des Juifs ne repose sur aucun témoignage recueilli ni sur aucune archive réelle. Cela relève de l'imaginaire. » Daniel Lefeuvre rappelant, de son côté, que les indigènes d'Afrique du Nord (juifs ou musulmans) étaient considérés comme de nationalité française mais non-citoyens à part entière de la République.

Dans le film le jeune Younès (interprété par Tahar Rahim), trafiquant du marché noir, est recruté par la police française pour espionner la Mosquée. Il deviendra résistant. Le film laisse sous-entendre (mais ne dit pas explicitement) qu'un vrai réseau de résistance construit par des membres de *l'Étoile nord-africaine* de Messali Hadj (alors enfermé dans un bagne de Vichy) existait.

Rappelons que *l'Étoile nord-africaine* fut opposée dès l'origine à la Mosquée de Ben Ghabrit qualifiée de « mosquée réclame » lors d'un meeting le 14 juillet 1926. Et que l'attitude de Si Kaddour Ben Ghabrit, recteur de la Mosquée de Paris relevait de celle de Mohammed V sultan du Maroc qui avait refusé d'appliquer les lois antisémites décidées par le gouvernement de Pétain.

Le véritable problème de ce film n'est pas son histoire. C'est un film de fiction sur un sujet peu connu procédant aux simplifications historiques nécessaires. Là où le bât blesse c'est qu'il laisse sous-entendre des événements qui ne sont pas avérés...

François-Marin FLEUTOT

Un essai à transformer

Le numéro spécial de *Royaliste* que nous avons édité à l'occasion de notre 40^e anniversaire (« 40 témoins pour nos 40 ans », *Royaliste* n°992 bis) a connu un vif succès et nous avons été obligés à deux reprises d'effectuer un nouveau tirage. Envoyé par nos soins à des personnes qui n'avaient pas renouvelé leur abonnement depuis plusieurs années, il a provoqué de nombreuses réactions sympathiques et – chose à laquelle je suis particulièrement sensible – un nombre appréciable de réabonnements...

Devant ce succès nous souhaiterions, avec votre aide, prolonger l'opération. Il s'agirait pour vous de sélectionner cinq personnes parmi vos amis qui seraient susceptibles d'être sensibles à notre démarche. Nous leur adresserons alors le numéro spécial en question et leur ferons parvenir ensuite pendant trois mois le journal pour qu'ils puissent en apprécier la qualité. La participation aux frais que nous vous demandons pour cela est de cinq euros pour cinq adresses.

L'opération est donc simple : vous sélectionnez cinq adresses et nous les adressez accompagné d'un chèque de cinq euros.

Merci de nous répondre rapidement afin que nous puissions déterminer le nouveau tirage nécessaire du numéro spécial actuellement épuisé.

Yvan AUMONT

Si vous partagez nos objectifs

Adhérez à la NAR !

Formulaire sur demande ou en ligne
<http://narinfo.voila.net/Adherer.htm>

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, se réunira à Paris le **dimanche 27 novembre** prochain.

Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 19 octobre** - D'abord ouvrier soudeur et syndicaliste puis élève de l'ENA, Jacques NIKONOFF a été Attaché financier à New York. Ancien président d'Attac et maintenant porte-parole du Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP), il mène campagne contre l'ultra-libéralisme et plus particulièrement contre le carcan monétaire appelé euro.

Longtemps, la dénonciation de la « monnaie unique » a

paru insignifiante ou scandaleuse aux yeux de ceux qui croyaient que l'euro allait engendrer l'Europe fédérale ou, du moins, constituer une « forteresse » inexpugnable et protectrice. Mais il est désormais notoire que la zone euro est ruinée par ses contradictions. Jacques Nikonoff propose que l'on prenne les devants : « Sortir de l'euro, et vite ! » **Telle est bien la décision à prendre face aux logiques de récession et d'appauvrissement : il faut que les États puissent à nouveau mettre en œuvre des politiques économiques et sociales en vue du plein emploi et du bien être.**

● **Mercredi 26 octobre et 2 novembre** – Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

CONGRÈS 2012

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **17 et 18 mars 2012**.

Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour

cette année sont, d'une part, " *Les institutions face aux menaces sur la démocratie représentative* " et, d'autre part, " *Les politiques énergétiques pour la France* ".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Toujours plus de diktats

Pour se préparer à la lutte, il faut tenter de comprendre l'adversaire, même lorsqu'il semble avoir perdu la raison. A Bruxelles, à Francfort, les oligarques sont-ils vraiment affolés par la catastrophe en cours ? Se mentent-ils à eux-mêmes autant qu'ils nous mentent ? Tactiques et stratégies officielles dépendent de leurs pathologies, qui ne sont pas nécessairement accordées, mais aussi de leurs calculs et de leurs intérêts.

Le traitement de choc appliqué à la Grèce ajoute l'absurde à l'odieux. La baisse des retraites et des salaires, l'augmentation des impôts et la diminution du nombre de fonctionnaires n'ont rien résolu : le déficit commercial est de 11 % du PIB, le taux de chômage est passé de 7 % à 16%, le déficit budgétaire n'est pas maîtrisé et la dette se creuse. Nul besoin d'un diplôme de sciences économiques pour comprendre que le durcissement de ces mesures, accompagné par un vaste programme de privatisations, ne fera qu'accroître la récession et la misère.

Dès lors, pourquoi s'obstiner ? Tout le monde a compris que la destruction de la nation grecque et du peuple grec – fermetures massives de commerces, expatriation des jeunes, augmentation de 30 % des suicides – est voulue pour protéger les banques françaises et allemandes. Et le programme de privatisation imposé par la troïka donnera aux prédateurs étrangers l'occasion de réaliser d'ultimes profits. Ce sont là des calculs à court terme qui ont deux effets visibles :

La haine croissante du peuple grec et de tous les peuples ex-

posés aux thérapies de choc pour les oligarques, la haine qui va remplacer l'indignation et provoquer de violentes insurrections populaires.

La destruction de l'idée européenne (1) par les eurocrates qui imposent partout la sauvagerie du capitalisme financier. Toutes les promesses faites depuis la fin de la guerre sur l'Europe des peuples, paisible et prospère parce que toujours plus « intégrée », ont été piétinées par ceux-là même qui les énuméraient.



C'est pourtant en cette période d'effondrement que les milieux dirigeants relancent le projet de fédération européenne que je tiens pour mort et enterré. *Le Monde* (4 octobre) nous informe que « la crise de la zone euro rend la gauche fédéraliste » en France, en Allemagne et en Italie. La droite n'est pas en reste : Alain Juppé s'est déclaré partisan d'une « véritable fédération européenne » le 29 septembre sur France 2 et Nicolas Sarkozy se dit en privé partisan d'un « saut intégrateur » selon Jean Quatremer (2).

On se rassurerait à tort en raillant un classique phénomène de fuite en avant. Le « saut » envisagé ne nous projetterait pas

dans la douce utopie démocratique et sociale dont certains rêvaient dans les années cinquante. Les oligarques veulent sauver leurs pouvoirs et leurs privilèges. Logiques avec eux-mêmes, ils conçoivent la « gouvernance européenne » comme une extension et un durcissement du « despotisme éclairé » dénoncé par Hubert Védrine. Preuve : la lettre adressée le 5 août au gouvernement italien par Jean-Claude Trichet et Mario Draghi (3). Le Premier ministre se voit prescrire des mesures « indispensables » à prendre en urgence : « privatisations de grande ampleur » ; réforme du « mécanisme collectif de négociation salariale » ; réformes pour « adapter les salaires et conditions de travail aux besoins spécifiques des firmes » ; « révision en profondeur des règles régissant le recrutement et le licenciement des salariés » ; mesures de réduction du « coût des emplois publics, en durcissant les règles de renouvellement du personnel et, si nécessaire, en baissant les salaires » ; « réforme constitutionnelle visant à durcir la législation fiscale ».

La « gouvernance européenne » ordonne des mesures punitives, le gouvernement national exécute, le peuple n'entre pas en ligne de compte. Le schéma expérimenté en Grèce sera méthodiquement appliqué en Italie, en Espagne, au Portugal, plus tard en France si les gouvernements ne devancent pas les ordres de la troïka. Le fédéralisme européen sera anti-démocratique ou il ne sera pas.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'article de Laurent Pinsolle publié sur le Blog gaulliste libre : <http://networkedblogs.com/o3OJI>

(2) *Libération* du 30 septembre.

(3) Successeur de J.-C. Trichet à compter du 1^{er} novembre, Mario Draghi a été vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs.